

Distr.  
LIMITEE

ECA/MULPOC/Lusaka/IV/23  
18 May 1981

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre multinational de programmation et  
d'exécution de projets (MULPOC) pour  
les Etats de l'Afrique de l'Est et  
de l'Afrique australe

Quatrième réunion du Conseil des ministres  
du MULPOC de Lusaka et de la deuxième Conférence  
extraordinaire des ministres du commerce,  
des finances et de la planification

Maseru, Royaume du Lesotho  
19-22 janvier 1981

RAPPORT 1/ DE LA QUATRIEME REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES  
DU MULPOC DE LUSAKA ET DE LA DEUXIEME CONFERENCE  
EXTRAORDINAIRE DES MINISTRES DU COMMERCE, DES FINANCES  
ET DE LA PLANIFICATION

---

1/ Le présent rapport ne porte que sur la quatrième réunion du Conseil des ministres de Lusaka. La Zone d'échanges préférentiels (ZEP) a fait l'objet d'un rapport distinct (document ECA/MULPOC/Lusaka/IV/PTA/VIII/3).

Document  
L'Union  
ECLA/MURPOC/Inaska/IV/23  
18 May 1981  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE  
CENTRALE et CARIBBE  
d'inter-america (MURPOC) pour  
les Etats de l'Amérique de l'Est et  
de l'Amérique centrale  
Comité de l'Union du Conseil des ministres  
du MURPOC de l'Inaska et de la deuxième Conférence  
exterministère des ministres du commerce,  
des finances et de la planification  
Rapport, Réunion du Conseil  
18-22 Janvier 1981

RAPPORT V DE LA QUATRIEME REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES  
DU MURPOC DE L'INASKA ET DE LA DEUXIEME CONFERENCE  
INTERMINISTRIELLE DES MINISTRES DU COMMERCE, DES FINANCES  
ET DE LA PLANIFICATION

Le présent rapport ne porte que sur la deuxième réunion du Conseil des  
ministres de l'Inaska. Les autres documents mentionnés (MURPOC) a fait l'objet d'un  
rapport distinct (document ECLA/MURPOC/Inaska/IV/24/1981).



## A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

### Ouverture de la réunion

1. La réunion commune de la deuxième Conférence extraordinaire des ministres du commerce, des finances et de la planification et de la quatrième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka s'est tenue à Maseru (Royaume du Lesotho) du 19 au 22 janvier 1981.

2. La réunion a été officiellement ouverte le 19 janvier 1981 à 11 h. 20 par M. Leabua Jonathan, Premier ministre du Royaume du Lesotho. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji, a également fait une déclaration d'ouverture.

### Participation

3. Ont participé à la réunion, des ministres et des experts des Etats membres ci-après de la sous-région : Angola, Botswana, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Swaziland, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.

4. Etaient également présents des observateurs des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, d'autres organisations et diverses institutions internationales ci-après : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation mondiale de la santé (OMS), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Bureau des Commissaires des Nations Unies pour la Namibie, Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Bureau international des ressources animales (BIRA) et Centre (CNUCED/GATT) du commerce international (ITC). Etaient également présents en qualité d'observateurs des représentants de l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC) et du Pan-African Congress of Azania (PAC).

### Election du Bureau

5. Ont été élus membres du Bureau de la réunion commune par consensus les représentants des Etats membres suivants :

Président : M. E.R. Sekonyana (Lesotho)  
 Vice-Président : M. Alire Omara (Ouganda)  
 Rapporteur : M. Ibrahim M. Kaduma (Tanzanie)

## B. ORDRE DU JOUR

6. La réunion a adopté sans amendement l'ordre du jour suivant :

- i) Ouverture de la réunion
- ii) Election du Bureau
- iii) Adoption de l'ordre du jour
- iv) Organisation des travaux
- v) Rapport d'activités relatif aux négociations sur la création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et le règlement des questions en suspens
- vi) Date et lieu du Sommet de la ZEP
- vii) Rapport et recommandations de la 4ème réunion du Comité d'experts du MULPOC
- viii) Date et lieu de la prochaine réunion des ministres du MULPOC
- ix) Questions diverses

x) Adoption du rapport

(xi) Ajournement

#### C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

7. Dans sa déclaration d'ouverture, M. Leabua Jonathan, Premier ministre du Royaume du Lesotho, a souligné que cette réunion commune des ministres du commerce, des finances et de la planification et du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka constituait un jalon important sur la voie qui mène à la coopération sous-régionale. Il a exprimé l'espoir qu'à l'issue de la réunion, des mesures et stratégies propres à améliorer la situation économique et la condition sociale des populations de la sous-région seraient adoptées.

8. Le Premier ministre a en outre indiqué qu'avec la nouvelle décennie s'installait une ère de graves incertitudes politiques et économiques. Il a déclaré que le tableau économique était sombre dans l'ensemble et que de graves conflits politiques n'avaient toujours pas été réglés. Le Premier ministre a également souligné que l'écart entre les riches et les pauvres continuait d'augmenter et que les déclarations relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international ne relevaient que du verbiage politique. La minorité de la population mondiale vivait dans l'opulence alors que la majorité arrivait à peine à survivre grâce à la charité. À côté d'une richesse extravagante existait une pauvreté abjecte. Il a déclaré que c'était dans ce contexte que les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe devaient examiner leurs projections socio-économiques pour la prochaine décennie. Le Premier ministre a appelé l'attention des participants sur la situation alarmante qui prévaut dans le domaine alimentaire. Il a souligné que l'augmentation de prix du pétrole et la chute des prix des autres matières premières, rendaient la crise alimentaire encore plus aiguë et a indiqué qu'il y avait un réel et grave danger de famine.



9. Le Premier ministre a en outre déclaré que la formation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre devaient faire l'objet d'un examen immédiat. Il a estimé qu'il fallait se pencher d'urgence sur les besoins et les possibilités de coopération sous-régionale en matière de formation et de perfectionnement de la main-d'oeuvre et mettre en place des services de formation dans divers domaines afin d'orienter et de soutenir la croissance économique et le développement social de la sous-région.

10. Faisant allusion au caractère inadéquat de l'infrastructure des transports et des communications des Etats membres, notamment de celle des pays sans littoral tels que le Lesotho, le Premier ministre a rappelé qu'en l'absence d'un réseau approprié de transports et de communications, les efforts collectifs déployés en vue de promouvoir le développement socio-économique seraient vains. Il a par conséquent recommandé que soient exécutés de toute urgence, les projets élaborés dans le domaine des transports et des communications.

11. Le Premier ministre a ensuite attiré l'attention des représentants des Etats membres sur les problèmes des travailleurs migrants, hérités, du système colonial dont l'objectif était de transformer délibérément les pays de la sous-région en réserves de main-d'oeuvre à bon marché. L'application de ce système avait tout naturellement entraîné la séparation des familles, l'exode de la main-d'oeuvre locale et de la dépendance économique vis-à-vis de l'étranger. Il a exprimé l'espoir que les Etats membres de la sous-région allaient pouvoir offrir des emplois lucratifs à la majorité de leurs populations, ce qui permettrait d'effacer les stigmates de la dépendance économique et d'éliminer les risques d'aliénation politique. Il a ensuite exhorté les participants à la réunion à examiner attentivement le rapport du Comité sous-régional chargé de l'intégration de la femme au développement en vue de la mise en oeuvre de ses recommandations et décisions constructives.

12. Le Premier ministre a chaleureusement souhaité la bienvenue et a rendu hommage à la délégation du Zimbabwe qui participait pour la première fois aux réunions. Il a déclaré que l'indépendance du Zimbabwe avait clairement démontré qu'oppression étrangère et racisme n'avaient point leur place en Afrique.

13. Dans sa déclaration d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la CEA a remercié le Gouvernement et le peuple du Royaume du Lesotho d'avoir bien voulu accueillir trois réunions importantes relatives à la coopération économique sous-régionale en Afrique de l'Est et en Afrique australe et pour l'accueil chaleureux qui a été réservé aux représentants des pays membres. A l'instar du Premier ministre, il a souhaité la bienvenue aux représentants de la République du Zimbabwe à la réunion commune et a exprimé l'espoir que d'autres pays encore représentés par des mouvements de libération pourraient très bientôt participer pleinement aux accords de coopération sous-régionale.

14. Se référant à l'ordre du jour, M. Adedeji a déclaré que les participants à la réunion allaient examiner le rapport de la huitième réunion du Groupe intergouvernemental des négociations (GIN) ainsi que le Traité envisagé pour la création de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe qui contenait toutes les questions en suspens qui n'avaient pas pu être résolues lors des négociations du GIN. Le Secrétaire exécutif a rappelé aux participants que le programme accusait un retard d'un an par rapport au calendrier qui avait été prévu et que les Etats membres ne pouvaient se permettre de retarder, ne serait-ce

que de quelques mois la mise en place de la ZEP. La réunion offrait une occasion unique de démontrer aux populations de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et en fait, à tous les peuples d'Afrique, la détermination et l'engagement de la sous-région à accélérer le développement économique grâce à la mise en oeuvre du principe de la volonté d'autonomie collective. Il a rappelé aux participants qu'ils avaient la lourde responsabilité et le devoir sacré de parachever les négociations à Maseru.

15. Il a rappelé qu'en 1965 les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe s'étaient réunis lors d'une conférence à Lusaka et qu'ils avaient adopté une déclaration sur la création d'une communauté sous-régionale, déclaration qui ne s'était jamais matérialisée. A cet égard, le Secrétaire exécutif a fait remarquer qu'il ne suffisait pas d'adopter des résolutions mais qu'il fallait également songer à leur application. Il a souligné qu'en dernière analyse, on n'était pas jugé sur ce que l'on disait mais sur ce que l'on faisait. La création de la ZEP, a-t-il déclaré, était très importante dans la mesure où elle fournirait un cadre approprié pour l'élaboration et l'exécution des projets dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des transports, des communications et de la mise en valeur des ressources humaines et qu'elle pourrait également favoriser une certaine émulation entre les Etats membres.

16. Le Secrétaire exécutif a rappelé aux participants que la réussite de la CEA et du MULPOC dépendrait particulièrement des ressources financières qui seraient mises à leur disposition. Il a donc lancé un vibrant appel aux gouvernements des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe afin qu'ils fassent preuve de générosité lors de la troisième Conférence pour les annonces des contributions volontaires à la CEA qui aurait lieu à Freetown (Sierra Leone) en avril 1981.

17. En conclusion, M. Adedeji a fait savoir qu'il espérait que la réunion déboucherait sur le démarrage de la ZEP et que celle-ci deviendrait opérationnelle immédiatement. A cet égard, il a exprimé l'espoir que les Etats membres prendraient des mesures décisives en vue de la création d'une Communauté économique socio-régionale en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Il a indiqué que la ZEP constituait le premier pas dans cette direction.

18. Une motion de remerciements à l'adresse du très Honorable Premier ministre a été présentée par la délégation du Royaume du Swaziland et appuyée par la délégation du Kenya.

Rapport et recommandations de la quatrième réunion du Comité d'experts du MULPOC (point 7 de l'ordre du jour)

19. M. J.K. Mollo, Président de la quatrième réunion du Comité d'experts, a présenté à la réunion le rapport qui portait sur les questions de fond ci-après :

- i) Présentation du rapport d'activité relatif à l'exécution du programme de travail de 1980;
- ii) Examen du rapport d'activité et des recommandations formulées dans les rapports spéciaux par secteur;
- iii) Examen des nouvelles propositions de projets;
- iv) Examen du projet de programme de travail pour 1981 et 1982 à 1986;
- v) Informations sur diverses questions particulières.



Présentation du rapport d'activité relatif à l'exécution du programme de travail de 1980

20. Le Conseil des ministres a pris connaissance de l'étude générale des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail de 1980 qui couvrait des secteurs et domaines d'activité économique tels que : promotion du commerce, agriculture, industrie, transports, formation et perfectionnement de la main-d'oeuvre, développement social, services consultatifs régionaux et certains projets spéciaux relatifs aux travailleurs migrants et à l'assistance aux mouvements de libération. Le Conseil a également pris bonne note de la reconstitution de l'un des organes directeurs du MULPOC, à savoir le Comité de supervision qui s'était révélé vital dans les relations entre le secrétariat et les gouvernements des Etats membres.

21. Le mandat donné au Comité de supervision par le Conseil se présente comme suit :

- i) Le Comité de supervision, composé des ambassadeurs, hauts commissaires et chargés d'affaires des Etats membres accrédités en Zambie et d'un représentant du Gouvernement de la République de Zambie, se réunit au moins deux fois par an ou chaque fois que cela sera nécessaire afin de se mettre au courant des activités du secrétariat du MULPOC de Lusaka et de les réviser en conséquence ;
- ii) Le Comité de supervision assure la liaison entre le secrétariat du MULPOC et les Etats membres, servant ainsi de moyen régulier de communication et de contact entre le secrétariat et les Etats membres ;
- iii) Le Président du Comité de supervision participe aux réunions des organes directeurs du MULPOC et fait rapport au Comité.

Examen du rapport d'activité et des recommandations formulées dans les rapports spéciaux par secteur

Finances et promotion du commerce

- a) Rapport intérimaire sur l'établissement de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) envisagée pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

22. Le Conseil des ministres a pris bonne note des progrès réalisés dans les négociations relatives à la création de la Zone d'échanges préférentiels et a procédé à un examen détaillé des dispositions du projet de Traité et des protocoles qui lui sont annexés, en particulier de celles qui comportaient des questions en suspens et qui faisaient encore l'objet de discussions au titre du point 5 de l'ordre du jour.

- b) Rapport d'activité sur l'étude de faisabilité relative à la création d'une banque sous-régionale de développement

23. Le Conseil des ministres a pris connaissance de l'étude effectuée conjointement par le secrétariat, la Banque africaine de développement et le Centre africain d'études monétaires en application des directives données par le Conseil lors de sa troisième réunion qui a eu lieu à Gaborone (Botswana) du 28 au 29 janvier 1980. Le Conseil a également pris bonne note des principales conclusions auxquelles avait abouti l'étude

à savoir : qu'il était nécessaire de créer une banque de développement pour la sous-région, qu'il y avait lieu de transformer la Banque de développement de l'Afrique de l'Est en une banque sous-régionale et que les trois Etats associés de l'ancienne Communauté de l'Afrique de l'Est propriétaires de ladite institution avaient accepté que celle-ci soit transformée en une banque sous-régionale conformément aux recommandations formulées dans l'étude.

24. Lors des discussions qui ont suivi, certaines délégations ont exprimé l'opinion selon laquelle il fallait qu'un groupe d'experts des banques centrales et des ministères des finances des Etats membres de la sous-région procède à un examen détaillé de l'étude. Elles ont également estimé qu'outre la banque de développement, il fallait mettre en place une institution de financement du commerce dans la sous-région. A cet égard, il a été suggéré qu'il faudrait envisager la possibilité d'élargir le champ d'action de la banque envisagée de sorte qu'elle puisse assurer à la fois le financement du développement et celui du commerce. Il a été décidé par consensus qu'une étude complémentaire relative au financement du commerce dans la sous-région devait être entreprise.

25. Le Conseil a ensuite chargé le secrétariat d'entreprendre une étude complémentaire sur le financement du commerce qui sera présentée en annexe à l'étude principale (document ECA/MULPOC/Lusaka/IV/3) à une réunion d'experts des banques centrales et des ministères des finances des Etats membres prévue pour avril 1981 aux fins d'examen et de formulation de recommandations qui seront soumises à la prochaine réunion du Conseil des ministres après avoir été examinées par le Comité d'experts.

c) Rapport d'activité sur la création d'une bourse de produits agricoles

26. Le Conseil des ministres a pris bonne note du rapport d'activité relatif à la création d'une bourse de produits agricoles pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et a chargé le Secrétariat d'organiser en octobre 1981 une réunion intergouvernementale d'experts des Etats membres qui procéderont à l'examen détaillé des conclusions et des recommandations de l'étude de faisabilité entreprise antérieurement et formuleront des propositions qui seront soumises à la prochaine réunion du Conseil.

d) Programme/Centre de formation à la promotion des exportations du Centre du commerce international à Nairobi

27. Le Conseil des ministres a pris acte du fait que les trois Etats associés de l'ancienne Communauté de l'Afrique de l'Est, propriétaires du Programme/Centre de formation à la promotion des exportations de Nairobi et le Centre du commerce international s'étaient déclarés prêts à permettre la relance du Centre/Programme et sa transformation en une institution sous-régionale. Le Conseil a également pris note du fait que le Centre/Programme avait déjà rendu des services à beaucoup d'Etats de la sous-région.

28. Le Conseil a par conséquent :

- i) approuvé la recommandation formulée en vue de la transformation du Centre/Programme en une institution sous-régionale placée sous les auspices du MULPOC de Lusaka et faisant partie intégrante de la ZEP envisagée; et



- ii) chargé le secrétariat d'entreprendre une étude en vue de déterminer les possibilités de financement du Centre/Programme.

Agriculture et développement rural

29. Le Conseil des ministres a pris note du fait que la plupart des projets approuvés dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, tels que le projet d'exploitation des ressources piscicoles des principaux lacs de la sous-région et l'étude de faisabilité relative à la création d'un centre sous-régional de recherche sur le maïs, n'avaient pu être réalisés principalement en raison de difficultés financières. Le Conseil a également pris acte du fait que le projet Ethiopie/Kenya de développement rural intégré devait être maintenu dans le programme de travail du MULPOC même si la continuation des travaux relatifs au projet dépendait du résultat des négociations entre la Communauté économique européenne et les deux gouvernements intéressés.

Rapport d'activité sur la coopération sous-régionale en matière de lutte contre les épizooties et de promotion des productions animales

30. Le Conseil des ministres a pris bonne note de l'étude entreprise par le secrétariat sur la coopération multinationale en matière de lutte contre les épizooties et de promotion des productions animales. Le Conseil a décidé que cette étude serait présentée au début de 1981 au Comité consultatif sous-régional OUA/BIRA aux fins d'examen détaillé avant d'être soumise à la prochaine réunion du Conseil des ministres pour discussion.

Projet Tanzanie/Zambie de développement rural

31. Le Conseil des ministres a constaté qu'en raison de l'insuffisance des fonds dont disposait le MULPOC, les résultats enregistrés dans l'exécution du projet Tanzanie/Zambie avaient été peu satisfaisants.

32. Le Conseil a donc approuvé la recommandation selon laquelle l'exécution du projet devrait être poursuivie en utilisant les fonds fournis par les deux gouvernements et avec l'assistance du secrétariat et de la FAO.

Création d'un centre sous-régional de recherche sur le maïs

33. Après avoir pris acte du fait que la réalisation de l'étude de faisabilité relative à la création d'un centre sous-régional de recherche sur le maïs avait été prévue pour 1981 sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires, le Conseil des ministres a approuvé la recommandation selon laquelle il fallait tenir compte de l'expérience acquise par le Zimbabwe et éventuellement par d'autres pays en matière de recherche sur le maïs dans l'exécution du projet.

Développement industriel

Rapport d'activité sur l'étude de pré faisabilité relative à la création d'une industrie sidérurgique dans la sous-région

34. Le Conseil des ministres a pris note de l'étude de pré faisabilité sur la création d'une industrie sidérurgique que le secrétariat avait effectuée dans un certain nombre d'Etats membres, conformément aux directives que lui avait donné le Conseil.

35. Le Conseil a ensuite décidé :

- i) que l'étude de pré faisabilité serait soumise à une réunion intergouvernementale d'experts des ministères de l'industrie et des mines aux fins d'examen détaillé et de formulation de recommandations appropriées qui seraient présentées à la prochaine réunion du Conseil des ministres après examen par le Comité d'experts;
- ii) que les participants à la réunion intergouvernementale d'experts seraient habilités :
  - a) à procéder à une évaluation détaillée des propositions énoncées dans l'étude et à élaborer un programme sous-régional d'action et de collaboration qui sera soumis aux Etats membres pour approbation;
  - b) à étudier les modalités selon lesquelles les activités interdépendantes entreprises par les Etats membres à titre individuel pourraient être coordonnées dans le cadre de l'exécution du programme.

Rapport d'activité relatif à la mise au point de farines mixtes et à la création de centres de formation

36. Le Conseil des ministres a pris note de l'étude effectuée par le secrétariat sur divers pays d'Afrique, y compris certains pays de la sous-région en vue de déterminer la possibilité de remplacer partiellement le blé dans la fabrication du pain par des céréales locales telles que le sorgho, le mil, le maïs et des tubercules tels que le manioc. L'utilisation de ces produits permettrait de faire des économies substantielles sur les devises que de nombreux pays consacrent actuellement à l'importation du blé.

37. Le Conseil a approuvé les recommandations formulées dans l'étude à savoir :

- a) Mise en place par chaque Etat membre de projets pilotes nationaux de production de farines mixtes afin de réaliser des économies sur les maigres ressources en devises consacrées à l'importation de blé et de farine de blé,
- b) Identification de deux centres nationaux qui seront élargis et transformés en centres régionaux de formation et de mise au point de techniques de fabrication de farines mixtes qui auront pour vocation d'appuyer les efforts déployés au niveau national dans ce domaine. Conformément aux recommandations, les deux centres se spécialiseront respectivement dans la production du mil et du sorgho,



- c) Prise en considération du fait qu'un avant-projet relatif à l'élargissement de ces deux centres est en cours d'examen par la FAO, le PNUD, l'Agency for International Development des Etats-Unis, le CRDI, la Communauté économique européenne et par d'autres organismes donateurs dont on s'attend qu'ils fourniront les fonds requis pour l'exécution des projets.
- d) Mise à profit par les Etats membres de l'expérience acquise dans ce domaine par l'envoi d'un personnel technique (en particulier meuniers et boulangers) au Soudan et au Sénégal aux fins de formation et par la participation au séminaire régional que le Gouvernement soudanais et le Food Research Centre (Centre soudanais de recherche alimentaire) ont accepté d'accueillir en 1981.

#### Transports et communications

#### Rapport sur la Décennie des transports et des communications

38. Le Conseil des ministres a pris note du fait que l'exécution des projets inscrits au programme de la Décennie avait été prévue dans le cadre d'accords bilatéraux entre les Etats membres et les donateurs, conformément aux engagements pris par ceux-ci lors de la Conférence pour les annonces de contributions qui s'est tenue à New York en novembre 1979 et qu'un comité de coordination interorganisations avait été créé pour suivre les progrès accomplis dans ce domaine. A cet égard il a également été noté que le secrétariat avait informé les Etats membres de l'existence du Comité et les avait prié de le tenir informé des projets financés dans le cadre de ces accords bilatéraux ou multilatéraux.

39. Le Conseil a approuvé la requête du secrétariat et a instamment prié les Etats membres de faire preuve d'esprit de coopération à cet égard.

#### Rapport d'activité sur la création de centres nationaux et multinationaux de réservation de fret

40. Le Conseil des ministres a constaté qu'en raison d'un manque de fonds le projet de création de centres nationaux et multinationaux de réservation de fret n'avait pas pu se réaliser. Il a également été noté que ce projet pourrait être exécuté en collaboration avec la CNUCED dans le cadre du projet de développement des transports maritimes qui prévoit la création de conseils nationaux de chargeurs et de centres de réservation de fret.

41. Le Conseil a par conséquent approuvé le mandat relatif à la formation de conseils nationaux de chargeurs et a décidé que les Etats membres devaient mettre à la disposition du secrétariat le personnel et les informations nécessaires en vue de faciliter l'exécution du projet.

#### Création d'une compagnie multinationale de cabotage

42. Le Conseil a pris acte de la décision prise par onze Etats membres de la sous-région de demander une assistance au Fonds européen de développement dans le cadre de la Convention de Lomé II par l'intermédiaire de la CEA afin de financer le projet

de création d'une compagnie maritime multinationale régionale. En ce qui concerne cette question, le mandat de l'étude a déjà été élaboré et distribué aux Etats intéressés.

43. Le Conseil a approuvé la recommandation selon laquelle les Etats membres participant au projet devraient faire parvenir au secrétariat leur avis sur le mandat proposé pour lui permettre de transmettre officiellement à la Communauté économique européenne une demande d'assistance financière.

Création d'une co-entreprise de transport fluvial sur le Bas-Zambèze et définition de types de bâtiments

44. Le Conseil des ministres a pris acte de l'intention du PNUD de financer la première phase de l'étude de préféabilité nécessaire pour déterminer la navigabilité du Zambèze et pour identifier les types de bâtiments les plus appropriés pour la navigation sur le Zambèze et sur les autres voies d'eau intérieures de la sous-région. Le Conseil a également pris note de la requête présentée par l'une des délégations tendant à ce qu'un projet similaire soit envisagé pour le lac Victoria.

45. Le Conseil des ministres a approuvé la recommandation selon laquelle les gouvernements du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe devraient donner leur accord de principe sur le projet afin de permettre au secrétariat de demander au PNUD de débloquent des fonds pour l'exécution du projet.

Transformation de l'école éthiopienne de formation de pilotes en une institution régionale

46. Le Conseil des ministres a pris bonne note du fait qu'une réunion de plénipotentiaires s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en septembre 1980, sous les auspices de la Commission africaine de l'aviation civile (CAFAC) pour l'adoption d'une convention relative à la transformation de ladite école en une institution régionale. Le Conseil a félicité le Gouvernement éthiopien d'avoir bien voulu mettre l'école à la disposition de la région et a lancé un appel à tous les Etats membres pour qu'ils lui apportent leur appui. Le Conseil a instamment prié les Etats membres de la sous-région qui n'ont pas encore ratifié la Convention et ses protocoles de le faire le plus tôt possible.

Création d'une Commission des transports et des communications

47. Le Conseil a constaté qu'en application de la décision qu'il avait prise au sujet de la création d'une Commission unique chargée des transports et des communications dans la sous-région lors de sa troisième réunion à Gaberones, les pays membres de la Southern African Development Co-ordination Conference (SADCC) (Conférence de la coordination du développement de l'Afrique australe) avaient déjà mis en place une Commission des transports et des communications et chargé le Secrétaire exécutif de prendre contact avec le Comité des ministres de ladite Commission afin que celle-ci amène tous les autres Etats membres à participer à la SADCC.



Transformation du Bandari College de Mombasa (Kenya) en une institution sous-régionale

48. Le Conseil des ministres a pris connaissance des mesures prises par le secrétariat pour identifier les besoins en matière de formation en gestion et opérations portuaires et pour s'enquérir de l'opinion du Gouvernement kényen quant à une éventuelle transformation du Bandari College en une institution sous-régionale. Etant donné qu'il n'avait pas été possible de prendre contact de manière appropriée avec le Gouvernement kényen, le Conseil a décidé de renvoyer la question jusqu'au moment où le Gouvernement kényen communiquerait par écrit son avis au secrétariat.

Formation et perfectionnement de la main-d'oeuvre

Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe d'Arusha (République-Unie de Tanzanie); Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe de Dodoma (République-Unie de Tanzanie); Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques de Nairobi (Kenya)

49. Le Conseil a pris acte de l'information selon laquelle les difficultés auxquelles ces institutions sous-régionales avaient à faire face provenaient essentiellement du fait que de nombreux Etats membres n'avaient pas encore signé les accords portant transformation de ces instituts en institutions sous-régionales et, que par ailleurs, les Etats membres n'avaient pas encore versé leurs contributions.

50. Le Conseil des ministres a donc décidé :

- a) de prier instamment les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait de veiller à signer et à ratifier les accords portant création de ces institutions,
- b) de prier instamment les Etats membres d'apporter leur appui aux institutions en payant les contributions requises et en participant aux programmes desdites institutions.

51. Dans le cas de l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques de Nairobi, le Conseil des ministres s'est déclaré préoccupé par le fait que cette institution risquait de disparaître en raison du peu d'intérêt que semblent manifester les Etats membres à son égard.

Centre de services consultatifs et de recherche en matière de conservation de la faune et de la flore sauvages de Mweka (République-Unie de Tanzanie)

52. Le Conseil a pris acte des progrès rapportés par le secrétariat en ce qui concerne les négociations avec le Gouvernement tanzanien en vue de la transformation du Centre en une institution régionale.

### Institutions de cartographie

53. Le Conseil a pris note du rapport présenté par le secrétariat sur les quatre institutions régionales de cartographie de l'Afrique y compris le Centre sous-régional de services de levés topographiques et d'établissement de cartes de Nairobi.
54. Le Conseil des ministres a ensuite décidé de prier instamment les Etats membres qui ne participent pas encore aux activités du Centre sous-régional de services de levés topographiques et d'établissement de cartes de le faire le plus tôt possible.

### Ecole est-africaine de formation de pilotes de l'aviation civile de Soroti (Ouganda)

55. Le secrétariat a fait savoir au Conseil des ministres que l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) avait effectué une étude complète portant sur toute la région en vue de déterminer les moyens à mettre en oeuvre pour utiliser pleinement les institutions de formation en aviation civile existant en Afrique y compris l'Ecole est-africaine de formation de pilotes de l'aviation civile de Soroti (Ouganda). Le Conseil a chargé le secrétariat d'entreprendre conformément aux instructions qu'il avait données lors de sa troisième réunion, une étude complète relative à la pleine et entière utilisation des institutions de formation en aviation civile de la sous-région.

### Travailleurs migrants

#### Commission du travail de l'Afrique australe

56. Le secrétariat a fait savoir au Conseil que la Commission du travail de l'Afrique australe avait été créée en 1980 et qu'elle était composée du Botswana, du Lesotho, du Mozambique, du Swaziland et du Zimbabwe. Le Malawi et la Zambie participaient à la Commission en qualité d'observateurs.
57. Le Conseil a pris acte de la création de la Commission du travail de l'Afrique australe et a décidé :

- a) de prier instamment les membres de la Commission de lui apporter un appui total en participant activement à ses programmes.
- b) d'enjoindre à la CEA de persévérer dans ses efforts tendant à mobiliser un appui matériel et moral en faveur de ladite Commission.

58. Parlant dans le même sens que le Premier ministre lors de sa déclaration d'ouverture, la délégation du Lesotho a proposé que le Lesotho Institute of Labour Studies soit transformé en une institution sous-régionale de formation et de perfectionnement de la main-d'oeuvre dans les domaines des relations entre employés et employeurs, de l'administration et de la gestion.



59. Dans une intervention portant sur la proposition faite par la délégation du Lesotho, quant à la transformation de l'Institute of Labour Studies en une institution sous-régionale, l'une des délégations a rappelé les directives qui avaient été données par le Conseil aux termes desquelles le secrétariat était chargé d'élaborer et de soumettre un rapport complet sur la répartition géographique des institutions sous-régionales existantes et envisagées de la CEA et du MULPOC de Lusaka qui sera examiné par le Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka lors de sa prochaine réunion. Le rapport en question devrait particulièrement viser à déterminer les moyens à mettre en oeuvre pour que les aménagements existants soient équitablement répartis, complémentaires et conformes au rôle qu'ils devaient jouer. Le rapport devrait également indiquer la manière dont les Etats membres pourraient tirer profit de la création des institutions envisagées. Le Secrétaire exécutif de la CEA s'est engagé à faire en sorte que l'étude soit réalisée et présentée lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres du MULPOC.

#### Assistance aux mouvements de libération

60. Le Conseil a pris note du rapport du secrétariat sur les dispositions prises en vue de l'organisation en 1981 d'un séminaire/réunion de travail sur l'orientation professionnelle à l'attention des mouvements de libération sous réserve de la disposition des fonds nécessaires. Le Conseil a aussi pris connaissance des activités organisées par le secrétariat en collaboration avec les Etats membres dans le domaine de la formation.

#### Intégration de la femme au développement

61. Après avoir pris acte des progrès accomplis dans l'exécution du projet relatif à l'intégration de la femme au développement, le Conseil a approuvé les recommandations ci-après tendant à ce que :

- i) les Etats membres prennent note du programme de formation de trois mois offert par l'Institut de gestion de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe aux planificateurs et autres responsables qui s'intéressent au rôle de la femme dans le développement et qu'ils y participent;
- ii) les Etats membres s'efforcent de concevoir des projets qui permettront de mettre à contribution les compétences de femmes qui ont reçu une formation dans divers secteurs d'activité professionnelle afin que d'autres femmes, y compris celles des zones rurales, puissent bénéficier de leurs connaissances;
- iii) les Etats membres fassent preuve de diligence en répondant aux offres d'assistance de la Commission économique pour l'Afrique afin de faciliter l'exécution du programme d'intégration de la femme au développement;
- iv) les Etats membres fournissent un personnel technique et un appui financier aux organisations de femmes existantes ou qu'ils créent des organes dotés de moyens techniques adéquats qui seront chargés de planifier, d'exécuter et de coordonner les activités relatives à l'intégration de la femme au développement.

Services consultatifs régionaux

62. Le Conseil des ministres a examiné le rapport d'activité relatif aux services consultatifs régionaux fournis par le MULPOC de Lusaka dans trois secteurs, à savoir : établissements humains, matériaux de construction et de travaux publics et statistiques démographiques. Le Conseil a également pris note des activités entreprises dans le cadre du projet, en particulier en matière de politiques, de programmes, d'enseignement et de formation dans le domaine des établissements humains. Le Conseil a constaté la nécessité de donner la priorité aux activités suivantes :

- a) Mise en valeur intégrée, multinationale et plurisectorielle des bassins fluviaux et des régions lacustres;
- b) Planification physique aux fins de la réinstallation et de la ré-intégration des personnes déplacées ou rapatriées;
- c) Planification de la mise en valeur des établissements miniers.

63. En ce qui concerne les services consultatifs dans le domaine de l'industrie des matériaux de construction et des travaux publics, le Conseil a constaté qu'il était nécessaire :

- a) de procéder à un inventaire des matériaux de construction dont disposent les pays de la sous-région;
- b) d'augmenter la production de ciment;
- c) de promouvoir les petites et moyennes entreprises industrielles de fabrication de matériaux de construction à forte intensité de main-d'oeuvre, notamment les entreprises de fabrication de produits calciques et argileux.

64. En ce qui concerne les services consultatifs en matière de statistiques démographiques, le Conseil des ministres a constaté qu'il était nécessaire :

- a) de créer des groupes des statistiques démographiques permanents au sein des services de statistique des pays membres;
- b) de limiter le champ d'action du Conseiller en statistiques démographiques du MULPOC de Lusaka aux 18 Etats membres de la sous-région au lieu d'étendre ses activités à l'ensemble de la région.

65. En vue d'assurer la continuité et la cohérence, le Conseil des ministres a formulé une recommandation générale tendant à ce que la fourniture de services consultatifs régionaux dans les domaines mentionnés ci-dessus se poursuive de façon régulière plutôt qu'en fonction des circonstances.



Examen de nouvelles propositions de projets relatives aux industries chimiques

66. Le Conseil des ministres a examiné les propositions de projets relatives à la création, dans la sous-région, de certaines industries chimiques directement liées à l'agriculture, à la santé et aux industries en aval opérant dans les secteurs de la transformation et du conditionnement.

67. Le Conseil a approuvé la recommandation tendant à assurer la mise sur pied d'un comité intergouvernemental d'experts en chimie qui sera chargé de promouvoir dans la sous-région des projets multinationaux dans le domaine de l'industrie chimique.

Examen du Plan alimentaire sous-régional dans le cadre du Plan alimentaire régional pour l'Afrique

68. Le Conseil a pris note des propositions relatives aux composantes sous-régionales du Plan alimentaire pour l'Afrique et a accepté d'incorporer les cinq projets suivants au programme de travail du MULPOC de Lusaka :

- i) Consultations sous-régionales relatives à l'augmentation de la quantité des produits alimentaires disponibles grâce à la réduction du gaspillage et à l'amélioration des systèmes de commercialisation en Afrique de l'Est et en Afrique australe;
- ii) Prévention des pertes de produits alimentaires au cours de la période de soudure;
- iii) Campagne d'information de masse visant à prévenir les pertes de produits alimentaires;
- iv) Perfectionnement des institutions chargées de la commercialisation des cultures de rapport et du bétail produits par les petits exploitants agricoles;
- v) Premier cours FAO/CEA d'analyse de projets proposé.

Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

69. Le Conseil des ministres a pris bonne note des activités entreprises par le secrétariat de la CEA en matière de CTPD et a particulièrement pris conscience de la nécessité d'intégrer et d'harmoniser toutes les activités relatives à la CTPD en Afrique par l'intermédiaire de la CEA et de l'OUA au niveau régional et par l'intermédiaire des MULPOC au niveau sous-régional.

70. Le Conseil a décidé que :

- a) les MULPOC devaient coordonner et harmoniser les activités entreprises au niveau sous-régional dans le domaine de la CTPD;
- b) les MULPOC devaient rationaliser et simplifier toutes les activités entreprises au niveau sous-régional dans le domaine de la CTPD;

c) les activités relatives à la CTPD en Afrique devaient être entreprises en collaboration étroite avec la CEA, le PNUD et l'OUA.

Propositions relatives à la création d'un cadre général de coopération sous-régionale dans le domaine de la mise en valeur de sources d'énergie

71. Le Conseil des ministres a reconnu l'importance de l'énergie dans le développement global de l'économie et en particulier de la nécessité urgente de coopérer dans le cadre de la recherche, de la mise en valeur et de l'exploitation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables autres que le pétrole, à savoir : énergie solaire, énergie éolienne, biomasse, etc., dont la mise en valeur pourrait s'effectuer avec succès, notamment dans les zones rurales d'Afrique.

72. Le Conseil a approuvé la recommandation relative à la mise en place d'un comité intergouvernemental permanent de l'énergie pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe qui devrait intervenir le plus tôt possible.

Programme de travail 1981-1982 et plan à moyen terme 1982-1986

73. Le Conseil des ministres a étudié le programme de travail proposé et les projets prioritaires pour les périodes 1981-1982 et 1982-1986. Le Conseil a constaté que les 2,5 millions de dollars des Etats-Unis dépensés pour l'exécution du programme de travail dans le cadre du plan à moyen terme couvrant la période 1977-1981 s'étaient avérés insuffisants et qu'ils ne permettaient donc pas d'exécuter le programme de travail avec succès. L'insuffisance du personnel qui découle de ce qui précède avait également constitué un obstacle majeur. Le Conseil a pris note du fait qu'environ 5 millions de dollars étaient requis pour exécuter le programme de travail prévu dans le cadre du prochain plan à moyen terme et qu'en outre, compte tenu du volume des activités à entreprendre, la gravité du manque de fonds et de personnel était telle qu'il était nécessaire que le MULPOC soit restructuré et financé sur une base régulière ou permanente.

74. Le Conseil a donc décidé :

- a) d'approuver le programme de travail qui figure sur les tableaux des pages 21, 22 et 23;
- b) d'approuver la restructuration du MULPOC recommandée par le Comité d'experts;
- c) de demander au PNUD et au Bureau de la coopération technique de l'ONU d'augmenter, régulièrement, leurs contributions financières pour appuyer l'exécution du programme de travail du MULPOC;
- d) de demander aux autres institutions spécialisées des Nations Unies, aux pays donateurs et aux organisations internationales de coordonner leurs activités et d'augmenter le volume de leur aide dans le cadre d'accords d'assistance technique bilatéraux et/ou multilatéraux;



## PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRIORITES PROPOSES POUR 1981-1982 ET 1982-1986

No.	Secteurs économiques	1981-1982	1982-1986
I.	Promotion du commerce	1. Création d'une Zone d'échanges préférentiels 2. Création d'une banque sous-régionale de développement 3. Achèvement de l'étude sur la création des bourses de produits agricoles 4. Transformation du Centre de promotion du commerce de Nairobi en une institution sous-régionale	1. Etude de faisabilité sur la création de bourses de produits non agricoles
II.	Agriculture	1. Développement du patrimoine zoo-technique et lutte contre les épizooties 2. Etude de faisabilité sur la création d'un Centre de recherche sur le maïs 3. Etudes complémentaires relatives au plan alimentaire sous-régional	1. Développement de la pêche lacustre 2. Développement rural intégré : projets Tanzanie/Zambie et Ethiopie/Kenya 3. Projet Kenya/Ethiopie de développement rural
III.	Industrie	1. Etude de préfaisabilité relative à la création d'industries sidérurgiques 2. Etude de préfaisabilité relative à la création de certaines industries chimiques 3. Création de centres de formation et de mise au point de techniques de fabrication de farines mixtes	1. Analyse des politiques et programmes industriels nationaux des pays membres dans le cadre des négociations relatives à la ZEP
IV.	Transports	1. Création d'une compagnie multi-nationale de cabotage 2. Création d'une entreprise commune de transport fluvial sur le Bas-Zambèze	1. Création d'une commission des transports et des communications 2. Création de centres nationaux et multinationaux de réservation de fret

PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRIORITES PROPOSEES POUR 1981-1982 ET 1982-1986 (suite)

No.	Secteurs économiques	1981-1982	1982-1986
V.	Formation et perfectionnement de la main-d'oeuvre	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Achèvement de l'étude d'ensemble sur les services et institutions de formation en aviation civile de la sous-région</li> <li>2. Fourniture de services à la Commission du travail de l'Afrique australe et publication des documents de la Conférence de 1978 sur les travailleurs migrants</li> <li>3. Assistance aux mouvements de libération : journées d'étude sur l'orientation professionnelle</li> <li>4. Renforcement des institutions sous-régionales et régionales</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Création d'un Institut de recherche sur la conservation de la faune et de la flore sauvages</li> <li>2. Etude des besoins en personnel dans les domaines des levés topographiques et de l'établissement des cartes et évaluation des institutions nationales de cartographie</li> </ol>
VI.	Développement social	Intégration de la femme au développement	
VII.	Services consultatifs régionaux	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Etablissements humains : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Mise en valeur intégrée des bassins fluviaux et lacustres dans un cadre multi-national</li> <li>b) Planification matérielle de la réinstallation et de la réinsertion des personnes déplacées</li> </ol> </li> <li>2. Industries des matériaux de construction et des travaux publics</li> <li>3. Statistiques démographiques</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Planification de l'aménagement des établissements miniers</li> </ol>
VIII.	Ressources naturelles	Création du Comité intergouvernemental sous-régional de l'énergie	



- e) de prier instamment les Etats membres de la sous-région, d'appliquer les principes de l'auto-assistance et de l'autonomie en versant ou en augmentant, selon le cas, leurs contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et à s'engager, financièrement ou autrement, à appuyer l'exécution du programme de travail du MULPOC;
- f) de demander à tous de faire preuve de bonne volonté, de compréhension et d'ouverture d'esprit, afin de créer un climat propre à promouvoir la coopération et à faciliter l'exécution du programme de travail.

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

75. Au cours des débats portant sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, le Secrétaire exécutif de la CEA a pris la parole et a souligné qu'il était important et nécessaire que le montant des engagements financiers des Etats membres soit adéquat. Il a rappelé aux participants que c'était à l'occasion de la Conférence des ministres de la CEA qui s'est tenue en 1977 à Kinshasa (Zaïre) que la décision avait été prise d'organiser régulièrement des conférences pour les annonces de contributions afin de compléter les fonds disponibles au titre du budget ordinaire de l'ONU, qui, en général, est insuffisant et ne permet pas de satisfaire les besoins. Depuis lors, deux conférences pour les annonces de contributions ont eu lieu, l'une à Lagos (Nigéria) et l'autre à Rabat (Maroc). Le Secrétaire exécutif a indiqué qu'à ce jour seuls 32 pays membres avaient annoncé leurs contributions au Fonds et que sept d'entre eux seulement appartenaient à la sous-région du MULPOC de Lusaka.

76. Le Secrétaire exécutif a fait savoir aux participants que la CEA organiserait sa troisième Conférence pour les annonces de contributions pour la période 1982-1983 lors de la seizième session de la Conférence des ministres de la CEA qui aura lieu du 6 au 11 avril 1981 à Freetown (Sierra Leone).

77. Le Secrétaire exécutif a déclaré que sans les engagements financiers pris par les Etats membres lors des deux conférences pour les annonces de contributions précédentes il eût été impossible à la CEA et au MULPOC de Lusaka d'entreprendre les études et missions nécessaires pour la création de la ZEP et de fournir leur appui à diverses institutions régionales et sous-régionales telles que le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de Dodoma (République-Unie de Tanzanie) et l'Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques de Nairobi (Kenya). Le Secrétaire exécutif a alors lancé un appel aux ministres afin qu'ils usent de leur influence auprès de leurs gouvernements respectifs pour qu'ils versent et augmentent leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique au cours de la prochaine conférence pour les annonces de contributions. Le Secrétaire exécutif a également lancé un appel aux Etats membres qui n'avaient pas encore versé les contributions qu'ils avaient annoncées pour qu'ils honorent immédiatement leurs engagements.

78. Le Conseil a approuvé l'appel lancé par le Secrétaire exécutif qui a été résumé par le Président en ces termes : tous les Etats membres de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe devraient :

- a) faire preuve de générosité dans leurs contributions à l'occasion de la prochaine Conférence pour les annonces de contributions de la CEA qui aura lieu à Freetown (Sierra Leone) du 6 au 11 avril 1981; et
- b) honorer le plus tôt possible les engagements financiers qu'ils avaient pris en ce qui concerne le versement de leurs contributions au Fonds.

#### Mission d'évaluation du PNUD

79. Le Conseil des ministres a pris bonne note de la prochaine mission d'évaluation du PNUD relative à l'ensemble des projets du MULPOC dont le cycle quinquennal sera en voie d'achèvement vers la fin de 1981.

80. A cet égard, le Conseil a approuvé la recommandation tendant à obtenir des Etats membres qu'ils coopèrent avec la mission précitée.

#### Préparation de la seizième session de la Commission et de la septième réunion de la Conférence des ministres de la CEA

81. Le Conseil des ministres a pris note de l'information relative aux réunions importantes qui auront lieu prochainement, à savoir : la seizième session et la septième Conférence des ministres de la CEA qui se tiendront à Freetown (Sierra Leone) du 6 au 11 avril 1981. Etant donné l'importance tout à fait particulière de la Conférence des ministres de la CEA, à laquelle on doit l'élaboration du Plan d'action de Lagos, il a été souligné que la participation de tous les Etats membres de la sous-région était indispensable.

82. Le Conseil a décidé que conformément à une tradition bien établie l'actuel Président des organes directeurs du MULPOC de Lusaka participerait à ces réunions et présenterait un rapport relatif aux activités entreprises dans la sous-région.

#### Monographies par pays

83. Le Conseil des ministres a pris note des propositions relatives à l'élaboration de monographies faisant état des données d'état civil nécessaires pour la création d'une banque de données pour chaque pays de la sous-région.

84. Le Conseil a approuvé la recommandation selon laquelle chaque Etat membre devrait prêter son concours dans le cadre de l'élaboration des monographies par pays et fournir les informations requises.



Date et lieu de la prochaine réunion des ministres du MULPOC (point 8 de l'ordre du jour)

85. Le Conseil des ministres a décidé que la reprise de la session de la réunion commune de la deuxième Conférence extraordinaire des ministres du plan, des finances et du commerce et de la quatrième réunion du Conseil des ministres du MULPOC de Lusaka aura lieu à Addis-Abeba, du 18 au 21 mai 1981.

Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)

86. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

Adoption du rapport (point 10 de l'ordre du jour)

87. Le Conseil des ministres a décidé d'adopter à titre provisoire le rapport de sa quatrième réunion et de renvoyer l'adoption du rapport final à la reprise de session de la réunion commune qui aura lieu à Addis-Abeba (Ethiopie), du 18 au 21 mai 1981. En outre, le Conseil a décidé que les Etats membres devront transmettre au secrétariat leurs ~~commentaires~~ éventuels sur le rapport avant la tenue de ladite réunion.

Ajournement (point 11 de l'ordre du jour)

88. Le Conseil des ministres a adopté une résolution relative au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe de Dodoma (République-Unie de Tanzanie) et une motion de remerciement adressée au Gouvernement et au peuple du Royaume du Lesotho.

89. La réunion a été ajournée à 12 h 30 après que le Secrétaire exécutif de la CEA et le Président eurent exposé leurs observations finales.

Date et lieu de la prochaine réunion des ministres du MPRG (voir 8 de l'ordre du jour)

82. Le Conseil des ministres a décidé que la réunion de la session de la réunion commune de la République démocratique allemande, les ministres du plan, les ministres et du commerce et de la circulation seront du Conseil des ministres du MPRG de l'Allemagne à Berlin à partir du 10 au 22 mai 1981.

Questions diverses (voir 9 de l'ordre du jour)

83. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

Adoption du rapport (point 10 de l'ordre du jour)

84. Le Conseil des ministres a décidé d'adopter à titre définitif le rapport de la commission de la République démocratique allemande de l'Union soviétique, du 10 au 21 mai 1981, et d'envoyer le rapport au Conseil des ministres de la République démocratique allemande. Le Conseil a décidé que les États socialistes devaient transmettre au secrétariat l'avis de la commission de l'Union soviétique sur le rapport avant la tenue de la 12ème session.

Adoption (point 11 de l'ordre du jour)

85. Le Conseil des ministres a adopté une résolution relative au Conseil pour la mise en œuvre des recherches minérales de l'Union soviétique et de l'Allemagne démocratique (République) de la République de l'Union soviétique et de la République de l'Allemagne démocratique.

86. La réunion a été adjournée à 12 h 30 après que le secrétaire général de la CMA et le président aient effectué leurs observations finales.



RESOLUTION SUR LE CENTRE POUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES  
DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE

La réunion commune de la deuxième Conférence extraordinaire des ministres du commerce, des finances et de la planification des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et de la quatrième réunion du Conseil des ministres du Centre multinational de programmation et d'exécution des projets de la CEA de Lusaka (MULPOC),

Rappelant la préoccupation exprimée l'an dernier à Gaberones par le Conseil des ministres lors de sa troisième réunion au sujet du manque d'empressement manifesté par les Etats membres en ce qui concerne leur participation au Centre sous-régional de mise en valeur des ressources minérales de Dodoma (Tanzanie),

Constatant la référence particulière que le Plan d'action de Lagos fait au Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en invitant les Etats membres de la sous-région qui n'y participent pas encore à le faire au plus tard à la fin de 1980,

Exprime sa profonde préoccupation devant le fait que les Etats membres sont restés insensibles à l'appel spécifique lancé par les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA concernant la participation et l'appui énergique au Centre;

Prie instamment les gouvernements des pays de la sous-région d'adhérer aux statuts portant création de ce centre vital avant la tenue de la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales de l'Afrique parrainée par la CEA qui aura lieu à Arusha, du 2 au 6 février 1981, et de respecter ainsi les délais prescrits par la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement des pays de l'OUA qui a eu lieu à Lagos.

Auteur : Ethiopie

Co-auteur : Mozambique

